

Coronavirus : le gouvernement redoute "un impact sévère" sur l'économie

Journal La Tribune Par [Grégoire Normand](#) | 09/03/2020

L'impact du coronavirus sur la croissance de l'économie française sera "sévère", a prévenu lundi le ministre des Finances Bruno Le Maire, en assurant que l'Etat ferait son maximum pour aider les entreprises et les secteurs touchés par l'épidémie.

L'heure est à la mobilisation dans les couloirs de Bercy. Le ministre de l'Economie Bruno Le Maire, la ministre du Travail Muriel Pénicaud et la secrétaire d'Etat Agnès Pannier-Runacher ont reçu au ministère des Finances pour la troisième fois consécutive les différents acteurs économiques nationaux pour faire le point sur les premières conséquences économiques de cette crise sanitaire sans précédent. Du Medef à la CPME en passant par la Fédération bancaire française (FBF) et la BPI, plus de 50 organisations étaient présentes pour cette réunion d'urgence. La veille, le président de la République Emmanuel Macron avait convoqué un conseil de Défense à l'Élysée en présence du ministre de la Santé et des solidarités Olivier Veran et du directeur général de la santé Jérôme Salomon. L'exécutif a décidé d'interdire les rassemblements de plus de 1.000 personnes sur l'ensemble du territoire. Devant la presse réunie à l'hôtel des ministres, Bruno Le Maire a tiré la sonnette d'alarme.

"L'épidémie aura un impact sévère sur l'économie française qui devrait se chiffrer à plusieurs dixièmes de points pour 2020. Dès la mi-février, nous voyons un impact très concret sur l'économie. Il y aura une nouvelle évaluation chiffrée lors de la présentation du pacte de stabilité le 15 avril prochain. Un certain nombre de secteurs sont très durement touchés et l'impact est parfois violent. Il y a une baisse de chiffre d'affaires de près de 60% en moyenne chez les traiteurs, de 30% à 40% dans l'hôtellerie, de 25% pour les restaurateurs et des chiffres encore plus forts dans tout le secteur de l'événementiel. Les annulations se font aujourd'hui en cascade. D'autres secteurs comme l'automobile ou l'aérien sont structurellement touchés".

De son côté, le président de la Chambre des métiers et de l'artisanat Bernard Stalter, a fait part de ses doutes. « *La crise sanitaire est aussi une crise économique aux conséquences dramatiques sur le secteur de l'artisanat : des défaillances en cascades sont inévitables* ». Selon une récente enquête réalisée par l'organisme consulaire, les artisans interrogés redoutent avant tout un ralentissement de l'activité dans les services, l'alimentaire. Les artisans dans le Haut-Rhin, département frappé par la contagion, pourraient davantage souffrir notamment en raison de la fermeture des écoles. Du personnel doit s'absenter en raison de la garde des enfants par exemple.

Un arsenal renforcé

Face à la propagation du virus, l'exécutif veut limiter l'impact macroéconomique de cette crise sanitaire et limiter la casse pour les entreprises. Il a donc décidé de renforcer les mesures déjà décidées il y a quelques jours et accorder plus de souplesses au niveau fiscal en accordant des dégrèvements pour les entreprises au bord du gouffre.

"Nous avons décidé de simplifier et muscler notre réponse économique. Nous devons avoir les dispositifs les plus simples possibles pour les secteurs qui sont en situation critique. Le 15 mars prochain, il y aura les prochaines échéances des charges sociales et fiscales pour les entreprises. Toutes les entreprises qui seront confrontées à des difficultés pourront demander le report de ces charges sociales par simple envoi d'un mail. Nous allons demander de pouvoir reporter les charges fiscales de manière la plus simple possible. Nous avons également prévu un dégrèvement pour les impôts directs, au cas par cas par les entreprises qui seraient menacées de disparition en raison d'un impact économique du coronavirus" a déclaré Bruno Le Maire.

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud veut également faciliter les démarches pour le chômage partiel. A ce stade, près de 900 entreprises touchées par la propagation du nouveau coronavirus ont demandé à bénéficier de mesures de chômage partiel, pour environ 15.000 salariés. *"Nous nous attendons évidemment à une importance beaucoup grande que cela, et nous ferons face"*, a prévenu Mme Pénicaud, jugeant indispensable de *"préserver l'emploi"*.

Un appel à la solidarité

Le locataire du ministère de l'Economie souhaite qu'un effort de solidarité soit partagé également par des acteurs du privé, au delà des pouvoirs publics. *"La solidarité doit jouer à tous les niveaux. Je compte sur la solidarité des donneurs d'ordre privés, des grandes entreprises vis à vis de leurs sous-traitants, de toutes les entreprises qui avaient fait des commandes d'événementiel et qui ont été contraintes de les annuler en raison de cette épidémie. Je souhaite qu'elles ne demandent pas le remboursement des arrhes et qu'elles paient la prestation dans toute la mesure du possible quitte à obtenir un engagement de l'entreprise d'événementiels sur un prochain événement plus tardif"* a expliqué Bruno Le Maire. Du côté des administrations, la solidarité nationale doit également jouer à tous les niveaux pour le ministre.

La Banque de France revoit à la baisse ses prévisions

De son côté, la banque centrale française a révisé à la baisse ce lundi matin ses chiffres pour la croissance du premier trimestre à 0,1% contre 0,3% dans ses précédentes estimations. Dans l'industrie, l'activité a relativement résisté en janvier et février notamment dans l'aéronautique et l'automobile. En revanche, les dirigeants interrogés par la Banque de France prévoient un recul de la production en mars avec une contraction des carnets de commande à l'étranger.

Dans les services, les projections sont loin d'être réjouissantes. L'activité s'est maintenue durant les deux premiers mois de l'année mais elle pourrait se replier au mois de mars, se situant bien en deça de sa moyenne de long terme. Enfin, dans le bâtiment, la production a également résisté en janvier et février mais devrait marquer le pas au mois de mars avec un effritement de la demande.

"Cette première enquête "à chaud" auprès de 8.500 entreprises montre le contraste entre la production constatée (sur janvier-février), induisant une bonne croissance à +0,3, et une incertitude forte sur la production à venir liée au Coronavirus. Ceci ramène notre prévision de croissance à +0,1 sur le premier trimestre de l'année 2020; nous publierons notre prévision sur

l'année le 23 mars prochain" a affirmé le gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau.

De leur côté, les économistes de l'OCDE anticipent [dans leur dernière livraison](#) une croissance de 0,9% pour l'économie hexagonale en 2020 contre 1,2% précédemment. Au niveau mondial, l'institution internationale basée à Paris prévoit une croissance de 2,4% (-0,5 point) pour 2020 contre 2,9% pour 2019. L'ampleur du ralentissement dépendra en grande partie de sa durée en Chine et en Europe.